BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

3e TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL

2023-2024

(AVRIL - JUIN 2024)

TABLE DES MATIÈRES

1. VUE D'ENSEMBLE ..... PAGE 3

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU TROISIÈME TRIMESTRE 2024 ..... PAGE 4

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE ..... PAGE 4

2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE ..... PAGE 6

SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX ..... PAGE 6

3. FINANCES PUBLIQUES ET SECTEUR EXTERNE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2024 ..... PAGE 8

4.- DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2024 ..... PAGE 11

5. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU TROISIÈME TRIMESTRE 2024 ..... PAGE 12

6. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE ..... PAGE 13

7. PERSPECTIVES ..... PAGE 15

1. VUE D'ENSEMBLE

Au cours du troisième trimestre 2024, l'activité économique a évolué dans un environnement caractérisé par une reprise lente au niveau international. Les goulots d'étranglement, ralentissant la tendance à la désinflation observée depuis le trimestre antérieur, ont porté les principales banques centrales à être moins enclines au desserrement rapide des conditions financières.

Au niveau national, après deux trimestres de contraction économique (ICAE[1] :-4 % sur le premier semestre 2024) résultant des chocs ayant trait aux tensions socio-politiques et à la rareté des produits de base sur le marché, une relative reprise des activités commerciales a été constatée, alors que celles liées à la production tardent encore à être relancées. La production nationale continue d'être conditionnée aux aléas climatiques et aux contraintes d'ordre socio-politique qui pèsent sur la sphère réelle de l'économie. De plus, le taux d'inflation s'est replié en variation mensuelle sur le trimestre considéré, alors que sur une base annuelle, il s'est inscrit en hausse.

En dépit de cet environnement socio-politique volatil, la BRH a maintenu ses objectifs visant à favoriser la stabilité interne et externe de la monnaie nationale, tout en mettant en œuvre certaines mesures en vue de soutenir l'économie, notamment le secteur financier et les entreprises débitrices du système, victimes de cette crise multidimensionnelle.

1 *ICAE : Indicateur conjoncturel d'activité économique*

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU TROISIÈME TRIMESTRE 2024

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

L'activité économique internationale demeure résiliente en dépit de la persistance des fragmentations géopolitiques et de la posture restrictive de la politique monétaire dans certaines grandes économies. En effet, la croissance économique mondiale est restée soutenue au troisième trimestre 2024, tirée notamment par les pays émergents. Après un taux de 1,4 % au deuxième trimestre, le PIB des États-Unis a atteint 2,8 % au troisième trimestre 2024. En Zone Euro, l'économie a crû de 0,6 % en juin contre 0,5 % au trimestre précédent. Dans les pays émergents, cette performance économique a été tirée notamment par celle de la Russie (4 % contre 5,4 %), du Brésil (1,4 % contre 2,5 %) et de la Chine (4,7 % contre 5,3 %). Par ailleurs, selon les estimations préliminaires, l'économie dominicaine reste dynamique, en témoigne l'indicateur mensuel d'activité économique (IMAE) qui a accusé une hausse de 6,2 % en juin 2024, soit 4,6 points de pourcentage de plus par rapport à mars 2024.

Le ralentissement de l'inflation, moins rapide que prévu aux États-Unis (3 % en juin contre 3,5 % en mars 2024) a porté les autorités américaines à garder inchangés, pour la septième fois consécutive, les taux directeurs dans la fourchette cible (5,25 %- 5,50 %). En revanche, la Banque Centrale Européenne (BCE) a abaissé de 25 points de base son principal taux directeur le ramenant à 4,25 % en juin 2024, alors que le taux d'inflation s'est établi à 2,5 % en juin, proche de la cible d'inflation de la BCE (2 %). Parallèlement, la Banque Centrale de la République Dominicaine (BCRD) a décidé de garder son taux d'intérêt directeur à 7 % depuis le mois de janvier 2024 dans un environnement marqué par un accroissement de 12 points de base de l'inflation en juin (3,46 %) comparativement à mars 2024.

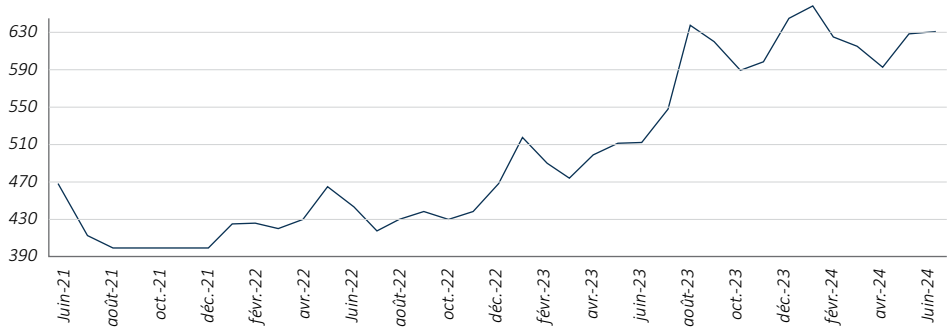
Sur le marché international des produits de base, les coûts des produits pétroliers demeurent élevés en raison de la réduction de la production des pays de l'OPEP+ face à une demande mondiale atone. Les prix du baril du Brent et du WTI sur le troisième trimestre se sont établis à 84,65 et 82,72 dollars ÉU en moyenne chacun, soit une croissance trimestrielle respective de 6,65 % et 1,99 % en juin 2024. De même, si l'on considère l'indice FAO, les prix des produits alimentaires se sont accrus de 1,34 % par rapport au trimestre antérieur.

Tableau 1

Pays et Région/ Indicateurs	Projection de croissance2024*	Taux d'inflation**	Taux de chômage**	Taux directeur**
États-Unis	2,6 %	3 %	4,1 %	5,25 %- 5,5 %
Zone Euro	0,6 %	2,5 %	6,5 %	4,25 %
République Dominicaine	5,4 %	3,46 %	5,1 %***	7,00 %

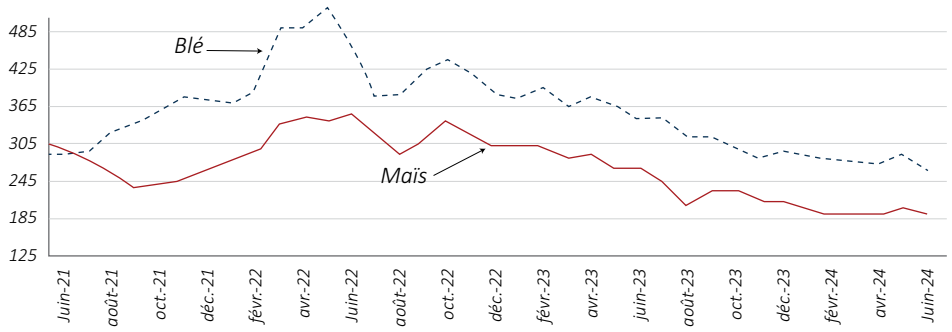
Projections avril 2024 - Source : FMI | **Sources : BLS, Eurostat, BCRD, juin 2024 | * en mars 2024*

Graphique 1 **Prix du riz en dollar par tonne métrique**



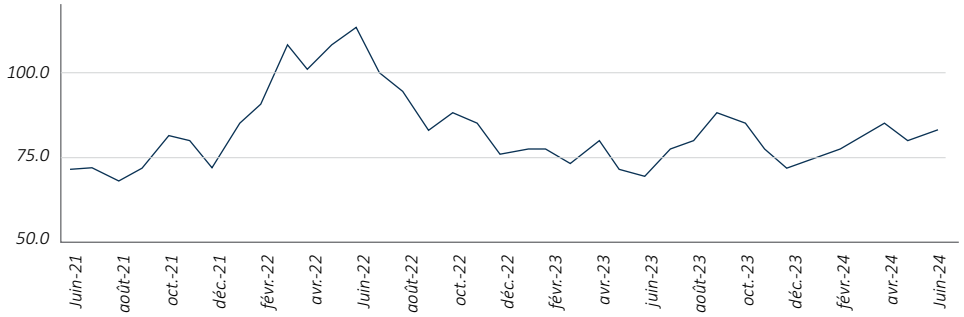
Source : *www.indexmundi.com/commodities*

Graphique 2 **Prix du blé et du maïs en dollar ÉU par tonne métrique**



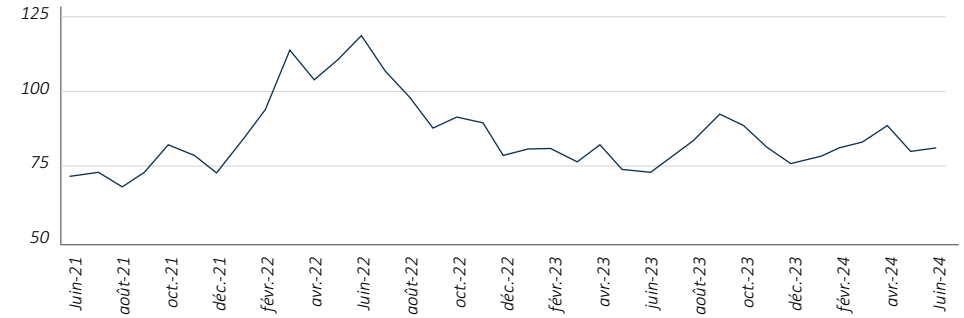
Source : *www.indexmundi.com/commodities*

Graphique 3 **Prix du West Texas Intermediate (WTI) en dollar**



Sources : *www.eia.gov/Indexmundi*

Graphique 4 **Prix du Brent**



Sources : *www.eia.gov/Indexmundi*

2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE

SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX

Au niveau national, après une contre-performance de 4 % sur la période allant d'octobre 2023 à mars 2024, une relative reprise de l'activité économique a été observée au cours du troisième trimestre 2024, à la suite de l'atténuation des effets des chocs liés à l'environnement sécuritaire délétère et la rareté des produits pétroliers à la pompe[2]. En effet, l'apaisement modéré du climat socio-politique a permis un assouplissement partiel des restrictions sur la circulation des personnes et des biens, entraînant ainsi une augmentation des activités commerciales[3]. Ceci

2 L'indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE), qui fournit des renseignements approximatifs sur les tendances infra annuelles du produit intérieur brut (PIB) haïtien, a chuté de 4 % sur la période allant d'octobre 2022 à mars 2024 en raison de la baisse de la quasi-totalité des branches d'activité, hormis la branche d'activité « Institutions financières » (+2,4 %).

3 Selon « Armed Conflict Location & Event Data Project » (ACLED), une baisse d'environ 60 % du nombre d'événements violents et de décès a été constatée entre avril et mai par rapport à mars 2024

s'est traduit en un meilleur approvisionnement des marchés, lequel a surtout été impulsé par les produits d'importation à la suite de la réouverture du port et de l'aéroport de Port-au-Prince, la production agricole en Haïti restant peu dynamique. Malgré l'amélioration de la pluviométrie au cours du troisième trimestre 2024, le secteur agricole est resté en proie au stress hydrique en raison du caractère spatio-temporel des précipitations. Ceci a négativement impacté la performance de la campagne agricole de printemps. Il en est résulté une diminution de l'offre alimentaire nationale, laquelle continue de pâtir de la faiblesse des revenus des exploitants agricoles, de la diminution des surfaces cultivables et de la cherté des intrants.

Conséquemment, l'inflation au cours du trimestre sous revue s'est caractérisée par une tendance à la hausse en glissement annuel, alors que sur une base mensuelle, un ralentissement du rythme de progression des prix a été constaté. Après 26,7 % en mars 2024, la variation annuelle de l'IPC s'est établie à 28,9 % en juin 2024. Par contre, la réduction des effets perturbateurs des troubles socio-politiques observés au trimestre précédent, joint à l'évolution contenue du taux de change, entre autres, a conduit à une décélération de l'inflation en rythme mensuel, laquelle est passée de 4,7 % à la fin du trimestre antérieur à 1 % en juin 2024.

3. FINANCES PUBLIQUES ET SECTEUR EXTERNE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2024

Sur le plan des finances publiques, l'exécution budgétaire sur la période allant d'avril à juin 2024 renvoie à une meilleure performance des recettes fiscales, résultats des effets rémanents des mesures fiscales prises depuis l'exercice antérieur et de la reprise timide des activités économiques notamment en décembre 2023 et sur le trimestre sous revue. Ainsi, les recettes collectées par l'État haïtien, qui représentent près de 42 % des ressources totales (98 436,15 MG), ont atteint 41 225,22 MG au cours du troisième trimestre 2024. Cette hausse de 20,81 % en rythme trimestriel a été tirée par l'accroissement des recettes douanières (6,14 %) et des recettes internes (29,76 %). De même, les recettes cumulées sur l'ensemble de l'exercice ont totalisé 124,93 milliards de gourdes en juin 2024, soit un taux de perception avoisinant 65 % des projections initiales pour l'exercice. Par ailleurs, le financement interne de l'État à travers les bons du Trésor (principale composante des Autres ressources) a conduit à des émissions nettes de 6 125,22 MG au 30 juin 2024.

En ce qui a trait aux décaissements totaux, ils se sont établis à 96 560,06 MG dont 4 8520,06 MG de dépenses budgétaires (contre 32 322,01 MG le trimestre antérieur). Conséquemment, la situation des finances publiques indique une amélioration de la position globale nette de l'État envers la BRH caractérisée par un solde excédentaire de 4 441,72 MG au 30 juin 2024.

Tableau 2

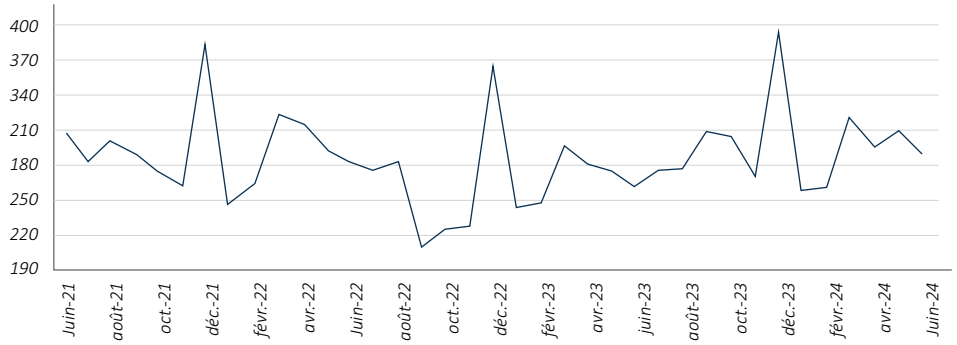
En million de gourdes	1er trim 2024	2e trim 2024	3e trim 2024	Exercice 2023-2024
Recette fiscales	49,578.62	34,123.08	41,225.22	124,926.92
Autres ressources	48,962.68	35,654.56	57,210.93	141,828.17
Emiss. nette Bons du TP	46,912.75	30,065.96	48,229.46	125,208.17
Avances BRH	-	-	-	-
Autres	80.00	5,000.00	7,111.35	12,191.35
Ressources totales	**98,541.29**	**69,777.64**	**98,436.15**	**266,755.08**
Dépenses budgétaires	44,129.01	32,322.01	48,520.06	124,971.08
Autres décaissements	48,215.26	27,900.00	48,040.00	124,155.26
Certificats de Trésorerie et autres	45,049.00	27,780.00	47,920.00	120,749.00
Autres	3,166.26	120.00	120.00	3,406.26
Décaissement totaux	**92,343.27**	**60,222.01**	**96,560.06**	**249,126.34**

Sources : MEF. DCC/ BRH

Au niveau des échanges extérieurs, les statistiques pour les neuf (9) premiers mois de l'exercice en cours renvoient à un creusement du déficit commercial, découlant de l'effet conjugué d'une baisse des exportations et des importations. Comparativement à la période allant d'octobre 2022 à juin 2023, les exportations ont régressé de 19,2 % pour se chiffrer à 574,18 millions de dollars ÉU. De même, malgré la hausse en glissement annuel de près de 65 % des importations en mai à la faveur de la reprise des activités du port et de l'aéroport de Port-au-Prince, la valeur des produits importés a fléchi de 9,5 % sur l'exercice pour se porter à 3 158,99 millions de dollars ÉU à juin 2024. D'où une détérioration de 7,01 % du solde de la balance commerciale sur l'intervalle allant d'octobre 2023 à juin 2024.

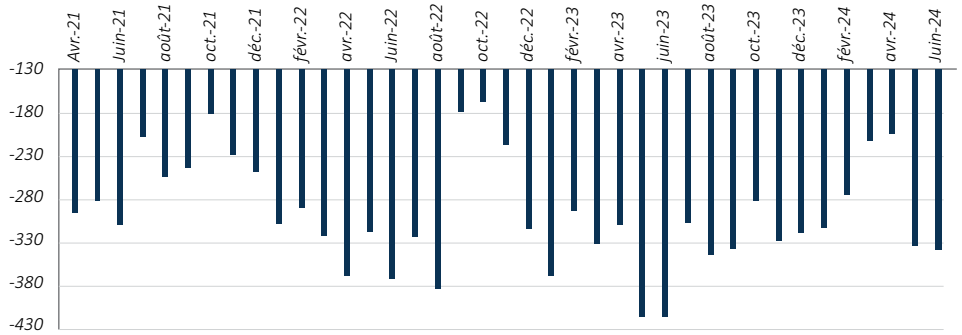
Quant aux transferts sans contrepartie reçus, ils se sont accrus de 11,92 % pour atteindre 2 709,52 millions de dollars ÉU sur les trois premiers trimestres de l'exercice en cours, ce qui a contribué à l'augmentation de l'offre de devises dans l'économie. Cette amélioration des remises migratoires jumelée au solde exédentaire de l'État à la Banque centrale et aux mesures de règlementation prises par la BRH ont eu des retombées positives sur la valeur externe de la gourde, ce qui a été propice à la bonne tenue du marché des changes au troisième trimestre de l'année fiscale 2024. En effet, le dollar américain s'est échangé contre 132,06 gourdes au 30 juin 2024, soit un recul de 0,34 % du taux de change par rapport à mars 2024.

Graphique 5 **Transferts privés sans contrepartie reçus de l'étranger**



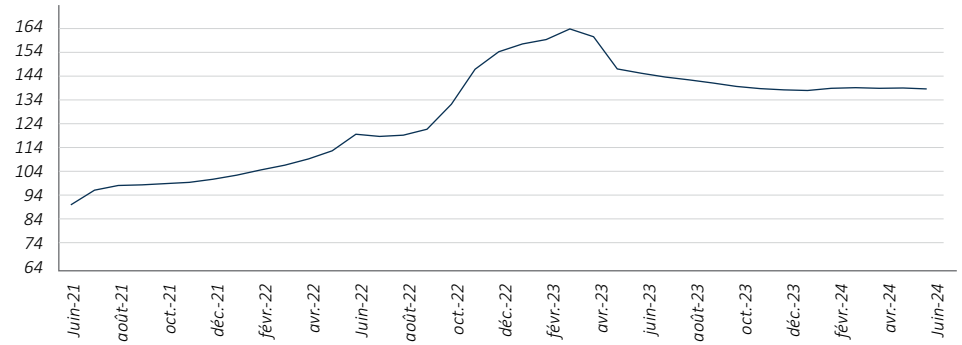
Source : *BRH*

Graphique 6 **Balance commerciale (millions de dollars ÉU)**



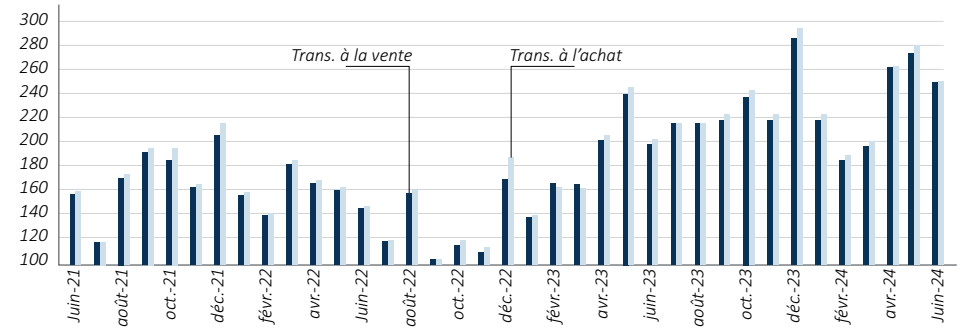
Source : *BRH*

Graphique 7 **Taux de change nominal de fin de période**



Source : *BRH*

Graphique 8 **Volume des transactions bancaires à l'achat et à la vente sur le marché des changes en millions de dollar ÉU**



Source : *BRH*

4. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2024

Au cours du troisième trimestre de l'exercice fiscal 2024, la Banque centrale a maintenu la posture adoptée au premier semestre, contribuant ainsi aux efforts de stabilisation du cadre macroéconomique, tout en évitant de durcir davantage les conditions monétaires. Ainsi, les Autorités monétaires ont gardé inchangés les taux directeurs et les coefficients de réserves obligatoires, tout en continuant à absorber la liquidité excédentaire du système bancaire à travers les émissions de bons BRH.

En effet, les taux de réserves obligatoires sur les dépôts en gourde et en monnaie étrangère ont demeuré respectivement à 40 % et 53 % pour les banques commerciales ; 28,5 % et 41,5 % pour les banques d'épargne et de logement. De même, la structure des taux d'intérêt sur les bons BRH est restée inchangée à 6 %, 8 % et 11,5 % pour les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement. Néanmoins, l'encours de ces titres a significativement augmenté, passant de 3,500 MG en mars 2024 à 8,450 MG en juin 2024, afin d'éponger les surplus de liquidité du système bancaire dans un contexte peu favorable aux activités d'intermédiation. Quant aux taux de mise en pension, ils ont été gardés à 17 % pour les bons BRH et 14 % pour les bons du trésor.

Parallèlement, l'accalmie sur le marché des changes, en absence de financement de la Banque centrale et sur fond de reprise économique lente, a favorisé la poursuite des interventions nettes à l'achat de la BRH sans effets perturbateurs sur le taux de change. Ces acquisitions nettes, de l'ordre de 60,5 millions de dollars ÉU pour le trimestre sous étude, ont consolidé les réserves internationales de la Banque centrale, renforçant ainsi ses marges de manœuvre face à d'éventuels signes de surchauffe. Par ailleurs, les souscriptions aux obligations BRH ont été plus dynamiques qu'au 2e trimestre, l'encours de ces titres ayant atteint 6 794,61 MG au 30 juin 2024 contre 4 230 MG en mars.

5. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU TROISIÈME TRIMESTRE 2024

Les données disponibles au 30 juin 2024 font état d'une évolution modérée des principaux indicateurs monétaires, favorisée par une situation relativement stable des finances publiques. Entre mars et mai 2024, une baisse de 1,06 % de la base monétaire au sens restreint a été observée, tandis que celle au sens large a crû de 0,46 %. Cet écart de croissance est lié à l'augmentation de 2,26 % des dépôts en devises des banques à la Banque centrale ainsi qu'à l'intensification de leurs placements en bons BRH. Pour le trimestre sous revue, en dépit du repli des créances nettes de la BRH sur l'État (-0,6 %), le stock de monnaie centrale a été alimenté par la hausse des avoirs extérieurs nets (+2,97 %), lequel a été soutenu par les interventions nettes à l'achat de la Banque centrale sur le marché des changes.

Au niveau de la masse monétaire, les données préliminaires au 30 juin 2024 indiquent une baisse de 0,31 % de l'agrégat M3, de 1,7 % de l'agrégat M2 et de 4,61 % de l'agrégat M1 par rapport à mars 2024. Outre la monnaie en circulation qui a faiblement évolué, la masse monétaire au sens étroit comprend les dépôts à vue en gourdes lesquels ont régressé de 10,87 % sur la période, témoignant ainsi de l'atonie des activités économiques. Sur la période étudiée, l'évolution de la masse monétaire au sens large tient, pour l'essentiel, à une évolution de 2,1 % des avoirs extérieurs nets du système bancaire, laquelle peut être associée au dynamisme des transferts privés sans contrepartie. Le crédit intérieur a, pour sa part, diminué de 1,96 %, reflétant la tendance persistante à la baisse du financement au secteur privé (-2,11 % en juin 2024 après -0,74 % en mars et -4,6 % en décembre 2023), dans un environnement sécuritaire volatile qui continue d'entraver la relance de la consommation et de l'investissement.

6. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE

Les données disponibles au 30 juin 2024 indiquent une évolution mitigée des principaux indicateurs de performance du système bancaire. Le produit net bancaire (PNB) généré par le système a reculé de 2,7 % pour s'établir à 8,6 milliards de gourdes, dans un environnement macroéconomique empreint d'incertitudes. Cette contre-performance s'explique par une contraction de ces composantes : « Autres revenus » (-52,9 %) et « Gains sur change » (-1,4 %). Plombé par une hausse de 1,5 % des dépenses d'exploitation (6,4 milliards de gourdes), le bénéfice net bancaire s'est chiffré à plus d'un milliard de gourdes, accusant une variation négative de 31,6 % sur une base trimestrielle.

Ainsi, il est ressorti une détérioration de la rentabilité bancaire au regard des ratios clés du système. En effet, au 30 juin 2024, le rendement de l'actif (ROA) s'est établi à 0,64 % contre 0,94 % au trimestre antérieur. Parallèlement, le rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) a atteint 7,68 % après 11,13 % un trimestre auparavant.

Au cours du troisième trimestre, l'actif du secteur a fléchi de 0,4 % par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 645,47 milliards de gourdes. Ce repli découle de la contraction simultanée des « Autres liquidités » (-18,1 %), de celle de l'encours des « bons du Trésor » (-9,9 %), des « Encaisses » (-6,3 %) et des « Avoirs à l'étranger » (-5,6 %), alors que l'encours des « bons BRH » a crû de 141,4 %. Néanmoins, le niveau d'intermédiation bancaire, mesuré par le ratio « prêts bruts sur dépôts totaux », s'est légèrement replié, passant à 24,4 % contre 25,6 % au 31 mars 2024.

S'agissant de la structure financière du système, l'analyse des données du troisième trimestre 2023-2024 fait ressortir une évolution contrastée des principaux ratios. En effet, le ratio « Avoirs des actionnaires en pourcentage de l'actif » est passé de 8,45 % à 8,16 %, tandis que le ratio « dépôts en pourcentage de l'actif » s'est inscrit à 81,67 % contre 80,73 % le trimestre passé. De même, les effets favorables des mesures de soutien mises en place par la BRH, notamment les moratoires successifs octroyés sur les prêts, se sont reflétés au niveau de la qualité de l'actif du système, en témoigne le recul de 79 points de base, à 12,02 % au 30 juin 2024 du coefficient d'arrérage mesuré par le ratio « Prêts improductifs bruts en pourcentage des prêts bruts ». Par ailleurs, une meilleure couverture des banques face aux risques de défaut de paiement des débiteurs du système a été constatée, le coefficient « Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts bruts » se portant à 66,05 % au 30 juin 2024 contre 59,50 % au 31 mars 2024.

Comparativement au trimestre précédent, les ratios permettant de déterminer le niveau de dollarisation ont connu une légère augmentation. Le ratio « dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux » est passé de 68,5 % au 31 mars 2024 à 68,76 % au 30 juin. De même, le ratio « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux » a atteint 58,09 % au

troisième trimestre 2023 contre 56,54 % le trimestre précédent.

En ce qui concerne les taux d'intérêt bancaires sur les opérations en gourdes, ceux sur les dépôts à terme (DAT) ont chuté (3,79 % au troisième trimestre contre 5,05 % au deuxième trimestre), alors que ceux sur les prêts se sont établis à 13 % au troisième trimestre contre 13,17 % un trimestre auparavant. Cette situation a entrainé une hausse du spread bancaire sur l'intervalle allant d'avril à juin 2024 (9,21 %) par rapport à celui de janvier à mars 2024 (8,12 %).

En ce qui a trait aux opérations en devises, les taux d'intérêt sur les DAT n'ont pas changé entre le deuxième et le troisième trimestre 2024, se fixant à 0,51 % en moyenne. Il convient de noter que la rémunération moyenne sur les prêts en devises s'est contractée au cours du troisième trimestre (8,17 % contre 11,54 %). Conséquemment, le spread bancaire a été moins élevé sur le trimestre considéré, ce dernier s'établissant à 6,64 % au troisième trimestre contre 10,66 % le trimestre antérieur.

Tableau 3

Ratios clés du système bancaire	Au 31 mars 2024	Au 30 juin 2024
Ratios de rendement des prêts bancaires		
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	59,50 %	66,05 %
Prêts pourcentage des prêts bruts	12,81 %	12,02 %
Rendement moyen des prêts productifs	12,57 %	13,12 %
Ratios de rentabilité bancaire	**Deuxième trimestre 2024**	**Troisième trimestre 2024**
ROA	0,94 %	0,64 %
ROE	11,13 %	7,68 %
Niveau de Dollarisation du système	**Au 31 mars 2024**	**Au 30 juin 2024**
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	68,50 %	68,76 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	56,54 %	58,09 %

Sources : DSBIF/BRH

7. PERSPECTIVES

Les perspectives sur le dernier trimestre de l'exercice 2023-2024 pour l'économie haïtienne restent conditionnées aux aléas internes et externes susceptibles d'impacter l'environnement macroéconomique national. La poursuite de la tendance à la hausse des transferts sans contrepartie, favorisée par le dynamisme de l'économie américaine, devrait avoir des incidences positives sur le taux de change en dépit d'une augmentation attendue de la demande de dollars ÉU dans le contexte d'une éventuelle reprise des activités économiques.

Les mesures prises par les autorités gouvernementales en vue du rétablissement du climat sécuritaire, devrait favoriser le regain de confiance des acteurs économiques, ce qui contribuerait à la relance économique et entraînerait une inversion de la tendance de croissance négative au cours du prochain exercice fiscal.

Dans ce contexte, la posture de la Banque centrale sera modulée en fonction de l'analyse de l'environnement socio-politique et macroéconomique, de manière à favoriser les activités productives, tout en garantissant la stabilité de la valeur interne et externe de la gourde, et celle du système financier.

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

3e TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL

2023-2024

(AVRIL - JUIN 2024)

SPIH

FONDS BRH
POUR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

OBLIGATIONS BRH
Ak obligasyon BRH, tout jan w genyen